

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ENTRE-VIGNES**

**ARRÊTÉ N° 2020-05-63**

- Vu le Code des Communes et plus particulièrement les articles L122 (27/28/29) et L 131 (1/2/3/4),
- Vu l'article R26 -15 du Code Pénal,
- Vu le code de la route et notamment ses articles R 11/27/44/225,
- Vu le code de la route, notamment les articles L411-1 à R411-7,
- Vu le Code des Collectivités territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6.1,
- Vu la demande de permission de voirie et autorisation d'entreprendre des travaux, formulée en date du 18 mai 2020 par Madame Marine VERMONET, NGE INFRANET sise TSA 70011 chez SOGELINK 69134 DARDILLY Cedex sollicite l'autorisation de procéder aux travaux désignés ci-après :  
**Pose de chambres et de fourreaux Telecom – D118 Avenue Boutonnet à Saint-Christol – 34400 ENTRE-VIGNES ;**

- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;
- Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;
- Vu le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;
- Vu le Décret n°54-724 du 10 juillet 1954 portant règlement général de la Police de la circulation routière et les divers textes relatifs à l'application de ce décret ;
- Vu l'arrêté interministériel du 23 juillet 1970 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière en date du 22 octobre 1963 ;
- Vu l'état des lieux ;

**A R R Ê T Ê**

**Article 1** : La Société NGE INFRANET est autorisée à réaliser les travaux projetés dans la demande, à compter du 25 mai 2020 pour une durée de vingt jours calendaires (20 j).

Durée de la réglementation : 20 jours à compter du 25 février 2020

**Article 2** : Pendant la durée des travaux :

- **Circulation alternée : par feux tricolores,**
- **Interdiction de : Stationner et de dépasser pour les véhicules légers et les poids lourds,**
- **Vitesse limitée à 30km/h**

**Article 3** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

**Article 4** : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions énoncées aux articles ci-dessus.

**Article 5** : Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

**Article 6** : Monsieur Le Maire et Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lunel, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Brigade de Gendarmerie de Lunel,
- Caserne des Pompiers de Lunel,
- Agence départementale de Lunel-Viel
- Service technique Commune d'Entre-Vignes,
- Société NGE INFRANET

Fait à Entre-Vignes,  
Commune d'Entre-Vignes,  
le 19 mai 2020

Le Maire,  
Jean-Luc BERGEON

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  
Affiché le :



par délégation  
Jean-Jacques ESTEBAN